

# La Suisse qui rit, la Suisse qui pleure

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1285

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014969>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# DOMINAINE PUBLIC

JAA 1002 Lausanne

23 janvier 1997 - n° 1285  
Hebdomadaire romand  
Trente-quatrième année

## La Suisse qui rit, la Suisse qui pleure

LA SUISSE QUI rit. Celle des entreprises cotées en bourse qui ont distribué 8 milliards de dividendes l'an passé et celle des actionnaires qui en ont bénéficié. Huit milliards, c'est deux fois plus qu'il y a dix ans, presque le quadruple par rapport à 1982. Celle des fleurons de l'économie helvétique - chimie, banques, assurances - qui renforcent leur position sur le marché mondial et dégagent de respectables profits malgré la conjoncture morose. Car c'est bien grâce à la bonne marche de ses affaires sur le marché mondial que la Suisse peut rire.

La Suisse qui pleure. Celle des chômeurs dont le taux vient d'atteindre un nouveau record, très provisoire selon les prévisions. Celle des salariés dont le revenu disponible stagne voire recule. Celle des travailleurs et des travailleuses qui ne peuvent plus vivre de leur seul salaire et doivent recourir à l'aide sociale. Celle des collectivités publiques, rongées par les déficits budgétaires et qui réduisent leurs dépenses au moment même où croît le nombre des plus démunis.

Entre les rires et les pleurs, le lien est étroit. Le bonheur des uns - efficacité économique et rentabilité accrues - doit pour beaucoup aux restructurations, aux rationalisations, donc en partie aux suppressions d'emplois et à une politique salariale marquée au sceau de l'austérité. L'efficacité économique n'est plus garante de l'efficacité sociale. D'où le malheur des autres. En l'absence de croissance, nous découvrons que tout le monde ne peut être gagnant. Comme le rappelle l'économiste saint-gallois Mathias Binswanger (*Die Weltwoche*, 16 janvier 1997), l'économie devient un jeu à somme nulle: ce que gagnent les uns est perdu pour les autres.

D'où l'espoir mis de tous côtés dans un retour de la croissance, ce lubrifiant qu'on croit indispensable aux sociétés modernes. Pour les libéraux, il suffit de desserrer l'étau légal et réglementaire et de réduire la pression fiscale pour que la machine redémarre. A

gauche et même au centre, Keynes est appelé à la rescousse: à l'Etat de forcer sur la dépense et d'initier des grands travaux pour amorcer la relance.

Ces deux modèles sont loin de convaincre. Le dynamisme économique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne se paie au prix fort de l'injustice et de l'instabilité sociales. Quant au volontarisme keynésien et aux investissements dans les infrastructures, on voit mal en quoi ils peuvent favoriser l'adaptation de nos structures économiques à une société de l'information.

En réalité, croissance revenue ou non, nous manquons aujourd'hui, parce que le travail se fait moins abondant, des mécanismes garantissant une plus juste distribution de la richesse produite entre les salariés et les actionnaires. Le marché du travail où les demandeurs d'emploi sont en surnombre ne permet plus cet ajustement. Les détenteurs du capital en profitent pour rafler la mise. Mais

*En réalité, croissance revenue ou non, nous manquons aujourd'hui des mécanismes garantissant une plus juste distribution de la richesse*

cette évolution n'est pas fatale. Pour la contrer, il faut un projet concret et la volonté politique de le réaliser. Dès lors, pourquoi ne pas réactualiser la vieille idée de l'épargne négociée que *Domaine public* développait il y a bientôt trente ans. L'idée est simple: il s'agit de faire profiter les salariés

de la plus-value créée par les entreprises, cette plus-value qui se traduit par la hausse du cours des actions. Concrètement, nous préconisons un fonds syndical de placement au niveau national, chargé de gérer ces nouveaux droits de propriété des travailleurs.

Par l'intermédiaire de ce fonds, les salariés ne se verraient pas seulement garantir une juste part de la richesse qu'ils contribuent à produire. Ils acquerraient un droit de regard sur la marche des entreprises, le droit de participer à la grande négociation qui détermine la place respective du travail et du capital. Une négociation dont ils sont aujourd'hui exclus. JD